

d'autres. Je l'ai examiné longtemps et avec soin, et j'aurai, comme bien d'autres de ce côté, bien des choses à en dire au cours de la session. Pour le moment, je me contenterai de dire que l'opération n'a pas eu le succès éblouissant que le ministre lui attribue.

L'hon. M. Fleming: Qu'attendez-vous? Pourquoi ne dites-vous pas tout de suite ce que vous avez à en dire?

L'hon. M. Pearson: Pourquoi je ne m'en occupe pas tout de suite? Le fait est que je fais de mon mieux pour parler des insuffisances, et des péchés d'omission et de commission de ce gouvernement, et s'il fallait que je parle de tous ceux qui existent en ce moment, je devrais continuer à parler pendant à peu près une semaine. D'ailleurs, certains de mes amis qui siègent de ce côté-ci de la Chambre voudront parler là-dessus. Ils auront des choses à dire sur l'emprunt de conversion; mon honorable ami ne sera pas désappointé.

L'hon. M. Fleming: Le chef de l'opposition a pointé là-bas, du côté des cécéistes.

L'hon. M. Pearson: J'ai plusieurs amis, à ma droite, qui ne sont pas de la CCF. Je ne doute pas, d'ailleurs, que les cécéistes aient des choses à dire sur la question. Peut-être nous trouverons-nous d'accord sur plus d'un point.

La vérité toute crue, c'est que le crédit du gouvernement est en baisse, tant sur le plan financier que sur le plan politique. Le ministre m'a demandé mon opinion: la voilà! Si le gouvernement ne prend pas bientôt des mesures fermes, énergiques, surtout en matière fiscale, pour redresser la situation, pour faire renaître et renforcer la foi en notre avenir financier, la situation risque fort de devenir très dangereuse, et nous connaissons une "crise de confiance" qui amènera une hausse des prix et des prix de production, des déficits, et en même temps une recrudescence de chômage. La seule chose qui soit à la baisse en ce moment, c'est le crédit et le prestige du gouvernement, qui, ayant pris le pouvoir à coups de promesses, en est aujourd'hui à se demander comment combler le déficit qui a suivi ses promesses et le programme qu'il préconisait par les méthodes fiscales les moins douloureuses.

Le peuple canadien, aussi bien que le Parlement canadien, a le droit de savoir où va le gouvernement en matière économique. Pour dissiper la confusion qui existe dans le pays actuellement, les ministres devraient cesser les propos contradictoires, irréflectifs, qu'ils ont tenus jusqu'ici, et ne plus saper ainsi la confiance du public.

De plus, le gouvernement doit se résoudre à faire face à ses responsabilités beaucoup

[L'hon. M. Pearson.]

plus qu'il ne semble vouloir le faire, d'après le discours du trône. Comme je l'ai dit déjà, le discours du trône se contente d'effleurer la question du chômage. Il ne contient qu'une vague allusion aux mesures qu'il faudra peut-être prendre un de ces jours pour sauvegarder la valeur de notre monnaie. On ne peut en conclure qu'une chose: c'est que, de l'avis du gouvernement aussi bien que du ministre du Commerce en particulier, les Canadiens ne risquent pas de souffrir du chômage ou de l'inflation en 1959. Ce n'est certes pas là envisager froidement la situation économique actuelle.

Le gouvernement ne doit pas se borner, cependant, à présenter une analyse sérieuse des conditions économiques actuelles. Ce n'est là qu'une partie de sa responsabilité. Nous avons aussi le droit d'obtenir de source autorisée une déclaration sur les grands principes que le gouvernement se propose d'appliquer pour arriver à une plus grande stabilité économique. Le premier ministre (M. Diefenbaker) voudra peut-être vous faire une déclaration dans ce sens, quand il participera au présent débat.

Le 4 septembre 1958, ici à la Chambre, j'ai exhorté le ministre des Finances à formuler une telle déclaration qui aurait,—du moins je l'espérais,—beaucoup contribué à restaurer la confiance publique. Le ministre n'a pas jugé bon d'agir ainsi. Peut-être le premier ministre, lui, le fera-t-il maintenant. C'est évidemment le moment pour lui de recourir à sa perspicacité imaginative. Les chefs ouvriers, les milieux financiers, les hommes d'affaires, toute la population canadienne, ont le droit de s'attendre dès maintenant à ce qu'il formule une déclaration officielle au sujet de l'emploi et des prix. Quels sont les principaux objectifs que son gouvernement et lui-même tentent d'atteindre afin de stabiliser notre économie? Favorisent-ils le plein emploi? Sont-ils déterminés à sauvegarder la valeur de notre dollar, non seulement dans un avenir distant, mais dès à présent? Comment le premier ministre se propose-t-il de réaliser ces objectifs? Préconise-t-il toujours, pour le gouvernement, des dépenses à long terme afin de lutter contre le chômage? Qu'a-t-il l'intention de faire pour restaurer la confiance du public en ce qui concerne la valeur des obligations de l'État? Est-il prêt, à un moment où nous sommes menacés de pressions inflationnistes, à accepter des restrictions monétaires, la limitation du crédit, le relèvement du taux d'intérêts, des excédents budgétaires et des augmentations d'impôt? Voilà les questions que je poserai au gouvernement et qui sont, je crois, motivées par la gravité de la situation. J'espère que, lorsque le premier ministre prendra la parole, il y répondra.